

Kiosque

Revue de presse

“Chaque enfant qu'on enseigne est un homme qu'on gagne.
Quatre-vingt-dix voleurs sur cent qui sont au bain
Ne sont jamais allés à l'école une fois
Et ne savent pas lire et signent d'une croix.”

Victor Hugo bien sûr. Deux siècles après et sur un autre registre, dans le cadre d'un débat sur les banlieues, Manuel Vals, député maire d'Évry, déclarait sur France Culture (émission *Du grain à moudre*), le 22 décembre dernier : “*l'école : c'est là où tout se joue*”, et d'ajouter : “*il faut un effort de la nation, des classes de moins de vingt élèves, des professeurs formés et mieux payés...*”
Sauf erreur, Victor Hugo est le poète favori d'une ancienne candidate à la présidence de la République. Il y a fort à parier que ces vers pourraient aussi être repris en chœur par l'actuel président secondé de sa secrétaire d'État chargée de la ville, Fadela Amara, et du président de la Commission pour la libération de la croissance, Jacques Attali. C'est du moins ce que le plan Espoir banlieues de la première – rendu public le 8 février par Nicolas Sarkozy *soi-même* – et le rapport présenté par le second, fin janvier, tendent à laisser croire. La grogne des lycéens contre les suppressions de postes augure mal de ce point de vue, mais enfin, force est de souligner l'importance des questions scolaires et de formation pour les promoteurs de ces deux projets programmes... C'est donc le président de la République qui présenta ce plan tant attendu – un temps

plan Marshall – en faveur des banlieues. Les députés socialistes boudèrent les festivités : “*rien d'autre qu'un show de campagne électorale*”, selon Jean-Marc Ayrault, président du groupe à l'Assemblée (*Libération*, 8 février), ce qui eut le don d'irriter la secrétaire d'État : “*ils trouvent que les banlieues, c'est un show, c'est ça ?*” et d'ajouter : “*Je représente ce qu'ils ont raté, leur incapacité à intégrer la classe populaire issue de l'immigration. Jeter mon plan d'un revers de main, c'est pas politique, c'est pathétique.*” (*Libération*, 8 février).

Fadela Amara ressemble à Tariq Ibn Ziyad. Courageuse, comme le chef des troupes berbéro-arabo-musulmanes parti à la conquête de l'Espagne, elle a sans doute brûlé tous ses vaisseaux, sans espoir de revenir, elle, dans le giron à la rose, où seules les épines lui sont désormais réservées. Faire des banlieues une nouvelle et tolérante Andalousie n'est pas gagné. Pourtant ce n'est pas faute de se battre : “[...] *nous allons mettre le paquet sur les cinquante quartiers les plus en difficulté. Emploi, éducation, désenclavement seront les trois axes majeurs*”, déclare Fadela Amara, le 17 janvier (*lemonde.fr*).
Deux jours plus tôt, le quotidien du soir rapportait une autre déclaration tout aussi pugnace : “*Déjà, lors du conseil des ministres*

du 7 septembre, je proposais de changer d'attitude et de méthode, de briser les tabous, d'agir en profondeur. Comment être efficace si on n'a aucune prise sur les bailleurs sociaux ? Si ceux-ci ignorent les recommandations gouvernementales en matière de hausse de loyer ? Comment parler de l'insertion et de la formation des jeunes quand on n'a même pas le droit d'évoquer une quelconque réforme du financement de la formation professionnelle ? Comment parler de désenclavement quand l'égoïsme territorial gangrène profondément notre République et nous empêche d'agir ? Est-il normal que les crédits de la politique de la ville servent à compenser les faiblesses du droit commun ?

Déjà, je préconisais de tout faire pour rapprocher la police de la population des quartiers..."

(Le Monde, 15 janvier 2008).

Quelles sont donc les grandes lignes de ce plan et *quid*, sur les mêmes sujets, des propositions du rapport Attali ?

Éducation

Le président Sarkozy confirme donc, le 8 février, les deux "priorités du quinquennat" : des "internats d'excellence" pour "les enfants des milieux défavorisés qui montrent de bonnes aptitudes scolaires", d'une part, et des écoles de "la deuxième chance" pour les quelque 150 000 jeunes qui, chaque année, décrochent du système scolaire sans aucune qualification, d'autre part. Par ailleurs, trente sites d'excellence dans des collèges et lycées des quartiers – dont des lycées professionnels – seront créés. À propos de ces "expérimentations", *lemonde.fr* rapportait les propos de Fadela Amara : "dans certains

établissements, nous allons créer des pôles d'excellence avec apprentissage du solfège, du chinois, du latin ou du grec dans les collèges [...].

Je veux faire émerger une élite des quartiers [...].

Il faut abattre les frontières, ne seraient-elles que virtuelles, et les ghettos mentaux..." (17 janvier).

Les jeunes des quartiers se verront ouvrir des "filiales qui leur sont fermées, l'ENA, HEC et les universités" : "les proviseurs devront présenter chaque année 5 % de leurs élèves les plus méritants en classe préparatoire", dicit Nicolas Sarkozy.

Plus ambitieuse, la Commission Attali propose de son côté d'accorder plus d'autonomie aux établissements primaires et secondaires, avec des moyens alloués aux écoles des quartiers et des banlieues défavorisés (Décision 4), d'assouplir ou de supprimer la carte scolaire qui "sépare les élèves des quartiers difficiles de ceux des centres-villes" (Décision 6).

Dressant un bilan pour le moins mitigé des politiques passées, le rapport veut "permettre à tous les jeunes d'accéder aux meilleures études" *via*, notamment, la généralisation des études du soir, et ce, dès le plus jeune âge des enfants dans les "quartiers" (Décision 149) ; passer de 30 internats de "réussite éducative" à 300 (Décision 150) et développer le tutorat des élèves des ZEP par des étudiants ou des enseignants retraités (Décision 151). Pour favoriser le recrutement de bacheliers issus de ZEP, elle préconise de "garantir l'accès en classes préparatoires aux grandes écoles aux 10 % de meilleurs élèves de chaque lycée" (Décisions 152 et 154 pour "les jeunes issus de la diversité"), ce qui va au-delà du plan Espoir banlieues.

Le rapport propose aussi "l'installation

d'établissements privés conventionnés dans les quartiers" et, "dans un premier temps, à titre expérimental", d'accorder "à chaque famille un financement global par élève, laissant aux parents la liberté de le dépenser dans l'école de leur choix, privée ou publique. Cela permettra d'assurer une véritable égalité de traitement entre enfants de tous les milieux" (Décision 153).

Rien sur la perte des repères, la "désocialisation" de certains jeunes, les confusions identitaires, l'émergence d'une contre-culture reposant parfois uniquement sur une dynamique de rejet. À ce propos, Manuel Vals déclarait que "l'école et les institutions doivent produire de la culture commune et ne pas ghettoïser ces quartiers" (France Culture, 22 décembre 2007).

Emploi

Nicolas Sarkozy annonce la création d'un "parcours sécurisé" via un "contrat d'autonomie pour accompagner vers l'emploi", censé concerner 100 000 jeunes des quartiers en difficulté, dans les trois prochaines années. Si le plan Espoir banlieues entend favoriser les créations d'entreprises, le rapport Attali se montre sur ce point plus précis, avec pour objectif la création "d'ici à 2012 de plus de 10 000 entreprises dans les quartiers et les banlieues".

S'ensuit une batterie de propositions pour "favoriser l'initiative économique individuelle dans les quartiers": développer la micro-finance (Décision 155); faciliter l'accès des TPE au conseil et au financement; développer les dispositifs d'accompagnement à la création d'emplois mis en place par

des associations en finançant leurs programmes de formation des jeunes entrepreneurs, en particulier dans les banlieues (Décision 35); développer les sociétés de capital-risque et les fonds d'investissement en capital dans les micro-entreprises, en les incluant dans le droit à la déduction de l'ISF (Décision 156).

Logement

Pour Christine Boutin, en charge du Logement et de la Ville, "on ne résoudra pas les problèmes des quartiers par un énième plan qui se résumerait à leur donner encore plus de moyens, mais par le désenclavement physique, culturel, psychologique, économique des quartiers, en recréant du lien entre tous les espaces de la ville" (*La Croix*, 14 janvier 2008). Ce à quoi Fadela Amara répond: "On ne peut pas traiter de la même manière les villes pauvres, et les villes riches qui ont des pauvres. Pour atteindre l'objectif d'une autre politique de la ville, qui demandera notamment une réforme de la fiscalité locale, il faut engager sans attendre un traitement de choc pour les territoires les plus en difficulté et les populations qui y vivent. Depuis trente ans, les dispositifs de politiques urbaines se sont empilés. Aujourd'hui, il faut tout simplifier et définir deux niveaux d'action. Pour les cent quartiers les plus en difficulté, il faut faire de la réparation lourde, y concentrer les moyens, à la fois sur le bâti et sur l'humain" (31 janvier 2008, *la-croix.com*).

Christine Boutin, hostile donc à une politique de zonage et lui préférant une politique globale, se voit chargée de préparer un "plan complet en faveur de l'accession sociale

à la propriété”.

De son côté, la Commission Attali invite également à développer l'accès à la propriété en proposant “d'ici à cinq ans à tous les locataires modestes, dont les personnes âgées, d'accéder à la propriété, à travers des financements adaptés” et de vendre une partie du parc d'HLM à ses occupants (Décision 184).

Déclarant “Je veux que les logements sociaux cessent d'être attribués par communautés et par ethnies”, le président en a profité pour justifier sa politique d'immigration dite “choisie”, au nom du respect de “la dignité des personnes qui sont accueillies en France” : “c'est pour que la France soit une terre d'immigration réussie, que la loi adoptée en novembre dernier a prévu qu'on ne pouvait faire venir sa famille en France sans avoir les revenus nécessaires pour qu'elle vive décemment et qu'on ne pouvait s'installer en France sans un ‘contrat d'accueil et d'intégration pour la famille’, ou sans se donner la peine d'écrire et de parler le français.” C'est au nom donc de la “dignité” que l'on doit apprendre à lire et à écrire français, sans quoi cette même “dignité” commanderait aux familles de vivre séparément.

Puisqu'il est question de “dignité” : il faut aller voir le spectacle *Saleté*, de la compagnie Farid'O⁽¹⁾, mis en scène par Farid Ounchiouene d'après le texte de l'écrivain autrichien Robert Schneider. Il y est question de la vie d'un clandestin irakien, et de la manière dont “casser un être humain y semble atrocement banal et facile”, écrit Rosita Boisseau (*Télérama*, 19 mars). Mais pourquoi aborder ici et de cette manière la question de l'immigration et

des habitants des quartiers ? À ce propos, *Le Monde* du 16 janvier rapporte l'agacement de Morad Aggoun, 36 ans, cadre dans une fédération associative de Vaulx-en-Velin : “On nous traite encore de gens issus de l'immigration. Je suis de la troisième génération. On va dire que mon fils est de la quatrième ? Jusqu'à quand ?”

De son côté, et de manière plus concrète, Éric Raoult, député de la Seine-Saint-Denis et maire du Raincy, s'interroge sur l'efficacité des politiques locales confrontées à la question des flux, en l'occurrence migratoires : “Il faut dire que le problème de l'immigration est un problème qui complique. [...] Quand on a trouvé des solutions pour la population existante et qu'on a de nouvelles familles qui arrivent, de nouvelles familles non francophones, de nouvelles familles qui n'ont pas de situation régulière, cela n'améliore pas la situation.” (France Culture, émission *Du grain à moudre*, 22 décembre 2007). De même que la multiplication des familles monoparentales – et donc de la demande de logements – complique l'action des élus locaux.

“Le marché réussira-t-il à favoriser la mixité sociale là où les pouvoirs publics ont échoué pendant des décennies ?”, interroge *Le Monde* du 15 janvier : “par un curieux pied de nez, les meilleurs ambassadeurs de Vaulx-en-Velin ne sont plus les militants communistes ou les agents de la politique de la ville mais les commerciaux qui peuplent les espaces de vente d'appartements ; il y a dix ou quinze ans, aucun promoteur privé ne voulait venir ; aujourd'hui, non seulement ils viennent, mais on peut même leur demander de participer au financement d'équipements publics”, constate le maire communiste Maurice Charrier. “Rien que sur les six prochaines

années, quelque 5 000 nouveaux appartements devraient voir le jour dans la commune, participant à la lente diminution de la proportion des logements sociaux (70 % du total des logements en 1990, 60 % aujourd'hui, 40 % dans l'avenir)."

Transports

500 millions d'euros mobilisés dans le cadre du Grenelle de l'environnement seront engagés pour aider les collectivités à construire des voies de bus, des tramways et à sécuriser ces transports dans les "quartiers en difficulté".

Sécurité

Alors que Fadela Amara apportait les ultimes retouches à son plan pour les banlieues sous le regard indifférent voire sceptique de Christine Boutin, Michèle Alliot-Marie annonçait, dès le 14 janvier, la création d'unités territoriales de quartiers. Une façon de revenir, "sans le dire", comme titrait *Le Monde* du 15 janvier, à une police de proximité, police que le rapport Attali appelle également de ses vœux (Décision 162). Outre le renforcement de "l'efficacité des Groupes d'intervention régionaux qui seront recentrés sur la mise à jour de l'économie souterraine", le président a donc confirmé la création de "200 unités territoriales de quartiers en trois ans", représentant 4 000 policiers secondés par des "réservistes expérimentés qui seront recrutés comme délégués à la cohésion police-population". Ces effectifs seront aidés

par des habitants, des "volontaires citoyens de la police nationale" "pour qu'ils s'impliquent dans la sécurité de leur propre quartier."

À propos de Nicolas Sarkozy et de ses déclarations, Moussa Camara, 22 ans, membre de l'association Agir pour réussir, de Cergy (95), déclare : "Mais qu'il donne des emplois convenables, et le trafic diminuera. Il faut combattre l'économie souterraine mais faut pas croire, les mecs ne sont pas heureux de faire ça." (*Libération*, 9 février 2008).

Opinion que ne partage pas Ivan Rioufol. Sur son blog (<http://blog.lefigaro.fr/rioufol/>), il titre, à propos du plan Espoir banlieues : "L'épreuve de force" (8 février 2008)... Pour l'éditorialiste du *Figaro*, "le Chef de l'État donne le sentiment d'avoir pris la mesure du phénomène de séparatisme, ethnique et culturel, qui se développe." Citant le président : "dès demain, c'est une guerre sans merci qui sera engagée à l'endroit des trafics et des trafiquants ; nul quartier ne sera laissé au côté de cette action nécessaire", il commente : "jusqu'à présent, l'État fermait les yeux sur cette très lucrative de la drogue (un marché de 800 millions d'euros par an), qui n'incite pas ceux qui en profitent (plus de 100 000 revendeurs de rue) à chercher du travail. 4 000 policiers supplémentaires vont être déployés. L'épreuve de force est engagée." Voilà qui donne le ton...

Fiscalité

Le 15 janvier 2008, Fadela Amara déclarait, dans *Le Monde* : "La réforme des dotations de solidarité de l'État aux communes doit être un élément essentiel et pertinent de cette nouvelle dynamique." Le 5 février, le même journal commente : "Toutes mes propositions n'ont de sens

que si l'on engage une réforme de la fiscalité locale, vers davantage de solidarité partagée,' avait déclaré Mme Amara, le 22 janvier. Au cœur du problème : les dotations de péréquation, censées équilibrer les ressources entre communes riches et pauvres ; 'Ces dotations ne corrigent pas suffisamment les égoïsmes territoriaux', avait-elle affirmé."

Et le quotidien de préciser que "le principal outil de la péréquation est la dotation urbaine de solidarité (DSU). Elle est une fraction de la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée aux communes par l'État." Elle est passée "de 635 millions d'euros en 2004 à 1 milliard en 2007. Mais ces efforts n'ont pas permis de supprimer les écarts."

"C'est une réforme qui risque de ne pas être bien vue par tous les maires, mais elle est incontournable', dit-on dans l'entourage de Mme Amara." (Le Monde, 5 février 2008).

Aussi quand le président, ci-devant maire de Neuilly, annonce simplement qu'"une réforme sur la répartition des dotations aux collectivités devra être préparée d'ici à l'été", on peut se demander si la montagne n'a pas accouché d'une souris...

Devant la presse, dans la cour de l'Élysée, François Puppone, député du Val-d'Oise et maire PS de Sarcelles (Val d'Oise), déclare : "la déception est un peu grande car les propositions que nous avons faites n'ont pas été reprises, en particulier sur la réforme des dotations de l'État." Pour Claude Dilain, maire socialiste de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), "Ce que j'attendais, c'était l'affirmation d'une volonté politique [...]. C'est ce qu'il [Nicolas Sarkozy] a dit et là c'est un motif de satisfaction." En revanche, il aurait souhaité que le président encourage "une meilleure solidarité

entre les villes riches et les villes pauvres"

(Reuters, dépêche du 8 février 2008).

Et Libération, le même jour, d'enfoncer le clou : "En tout cas, la banlieue a perdu une première manche, le 5 février, lorsque le Comité des finances locales devait décider de la répartition de 35 millions d'euros ajoutés par un amendement parlementaire à la dotation globale de fonctionnement [...]. Le gouvernement souhaitait que cette somme aille aux villes pauvres de banlieue. 'Mais, au Comité des finances locales, ce sont les maires qui décident. Or les maires des communes de banlieues y sont minoritaires', affirme un de ses membres. Du coup, au lieu d'être fléchés en direction des villes les plus nécessiteuses, ces 35 millions d'euros ont été répartis entre toutes les communes. 'Ils ont fait du saupoudrage au lieu d'oser la solidarité', déplore un élu."

Gouvernance

Outre un engagement pluriannuel de l'État auprès des associations avec contrat d'objectifs et évaluation à la clef, le président a surtout annoncé la nomination, à partir du 1^{er} septembre, d'un représentant de l'État par quartier. Il a par ailleurs demandé "aux ministres responsables de politiques touchant la vie des habitants des quartiers de me présenter, chacun, un programme sur trois ans de mobilisation de leurs services sur les quartiers." Qu'est-ce qui aurait changé avec le plan piloté par Fadela Amara et comment répondre à cette critique qui lui a souvent été adressée sur l'absence de chiffrage ? C'est dans un entretien accordé à Newsweek, paru le 10 mars 2008, que se trouve peut-être la réponse. La "Madame Plan Marshall",

comme le titre l'hebdo américain, explique que, jusqu'à présent, *"il manquait une réelle volonté politique. Il n'y avait pas de suivi, pas d'évaluation. Personne ne savait vraiment qui était en charge de la politique urbaine.*

Aujourd'hui, je suis la responsable. Je frappe à la porte de chaque ministère – Éducation, Santé, Sport, Culture, Emploi, Affaires sociales – et je demande : "qu'est-ce que vous allez faire aujourd'hui pour les banlieues et quel budget allez-vous y consacrer ?"

Et plus loin, de préciser, concernant l'absence de chiffrage : *"chaque ministre participera à la mise sur pied du plan, ce qui est nouveau.*

De sorte que nous dépasserons le milliard d'euros [...]." Pour la secrétaire d'État, il ne s'agit pas

d'une question d'argent, car *"durant les vingt dernières années, quarante milliards d'euros ont été investis dans les banlieues"*, en vain,

mais c'est plutôt une question de *"mobilisation et de volonté politique"*.

Serait-ce un point d'accord avec le chercheur Laurent Mucchielli, pour qui la lutte contre la dynamique isolationniste des quartiers mérite d'être *"une priorité nationale et consensuelle au plan politique autant que la question des retraites, par exemple" ?*

Selon lui, *"à l'exception de la politique menée par le gouvernement de Pierre Mauroy à partir de 1981, la politique de la ville n'a visé depuis qu'à limiter les dégâts. Il faut comprendre que ce processus relève de l'action de l'ensemble d'un gouvernement, c'est ça qui est essentiel.*

C'est un problème qu'il faut attaquer de tous les côtés."(Reuters, 8 février 2008).

Diversité

C'est donc *via* la politique de la ville que

la question de la diversité, question nationale s'il en est, est abordée. Pour le président, *"l'entrée dans le gouvernement de Fadela, de Rama et de Rachida constitue un fait historique"*.

Rassurant, il précise : *"maintenant, chacun sait qu'il n'y a pas d'autres limites à ses ambitions que celles que lui imposent son travail et son talent."* Reste que Simone Veil est chargée de réfléchir à l'introduction du principe de la diversité dans le Préambule de la Constitution, sachant que *"pour la France, la diversité ce n'est pas une menace, mais [...] une richesse"* que *"la France c'est une idée que chacun prend en partage et que chacun contribue à construire."*

La Commission Attali souhaite voir *"associer davantage les minorités à la décision"* grâce à *"des représentants de haut niveau dans la haute administration, l'armée, la diplomatie"* (Décision 163). Le rapport préconise d'imposer par quotas la diversité dans les élections municipales, régionales, nationales, européennes et syndicales. De sorte que, dans La France de 2012, *"plus de 10 % des élus à la prochaine Assemblée nationale [soient] issus de la diversité"*. Pour lutter contre les discriminations, le rapport propose de *"faire réaliser chaque année par les entreprises, les administrations, les syndicats, les partis politiques et les établissements d'enseignement supérieur [...] un bilan de la diversité, par sexe et par origine, des recrutements et des salariés"* (Décision 157).

Ville du futur

Tandis que le président annonce, le 8 février, l'engagement de l'État sur tous les grands projets urbains qui contribuent à dessiner la ville du futur, la Commission

Attali préconise la construction, d'ici à 2012, de dix Écopolis, villes ou quartiers d'au moins 50 000 habitants intégrant technologies vertes et technologies de communication. *“Construire des villes ou quartiers d'un genre nouveau, véritables laboratoires de la modernité urbaine, avec un souci permanent d'équilibre financier, écologique, technologique et social”* (Décision 91). Trois Écopolis *“pourront être créées dans des quartiers prioritaires.”*

Histoires d'immigrés, histoire de France

La Commission Attali a d'abord fait parler d'elle par ses propositions en matière de politique d'immigration. *Le Figaro* titrait, le 10 janvier 2008, sur la *“bombe”* du rapport, là où, pour nombre de spécialistes, et peut-être aussi, pour une part de plus en plus importante de l'opinion, il ne s'agit que d'un pétard mouillé. Incrédule, *Le Figaro* rapporte que la Commission *“considère que l'immigration, facteur de développement de la population, est en tant que telle une source de création de richesse, donc de croissance.”* Qui cela doit-il étonner ? (nous y reviendrons dans notre prochaine livraison). Sans doute pas François Léotard qui, dans son dernier livre, revient sur la lettre de Guy Môquet et la jeunesse. Parlant de Manouchian et de l'Affiche rouge, il écrit : *“[...] ce sont souvent des étrangers qui ont aimé notre pays plus que nous ne l'avons fait. [...] Parce qu'ils considéraient que, peut-être, dans le mot 'France', il y avait un désir de droit et – qui sait – une résistance cachée.”* (*Le Nouvel Observateur*, 28 février 2008). Abdel Hafed Benotman n'est pas

un inconnu pour les lecteurs d'*Hommes et Migrations*, du moins par ses livres.

L'écrivain, un temps adepte du vol avec récidive, a passé quatorze années derrière les barreaux et a quitté Fleury-Mérogis en novembre dernier. *Le Nouvel Observateur* du 28 février attire l'attention sur le fait que Benotman serait aujourd'hui expulsable parce que la préfecture lui refuserait une carte de séjour pourtant indispensable pour obtenir une autorisation de travail qui lui permettrait simplement de vivre et de pouvoir rembourser les parties civiles... Sur ce sujet, lire le long papier *“Benotman, écrivain, ex-taulard et sans-papiers, en plein Kafka”*, écrit par Hubert Artus sur le site Rue89 (13 janvier 2008).

Lazare Ponticelli, le dernier poilu, mort au mois de mars 2008 à l'âge de 110 ans.

Il incarnait une double mémoire nationale : mémoire de la guerre de 14-18 et mémoire de l'immigration, en l'occurrence italienne. En décembre, le plus vieil immigré de France ou le plus âgé des Français d'origine immigrée fêtait ses 110 ans à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. À ses côtés, *“une partie de sa famille était rassemblée : cinq générations côte à côte, avec les petits derniers, Sophie et Léo, dont l'un a une mère brésilienne et l'autre un père zairois.”* (*Le Parisien*, 17 décembre 2007).

Mustapha Harzoune

Notes

1. Dates des prochaines représentations : <http://www.farido.net/site.htm>.